



RENÉ DOSIÈRE, LE MONSIEUR PROPRE DES FINANCES PUBLIQUES

« Dosière, il nous emmerde ! » C'est en ces termes qu'un de ses camarades du Parti socialiste parlait de ce député inclassable. Lequel, en s'attaquant au gaspillage de l'argent public, ne s'est pas fait que des amis, y compris dans son propre camp.

Par Jacques Duplessy

Ce fils d'instituteur, né en 1941 dans l'Aisne, s'est d'abord formé à l'école de la JEC, la Jeunesse étudiante chrétienne. « J'y suis rentré à 11 ans, en 6^e. J'ai suivi la pédagogie de l'action catholique, voir, juger, agir. On s'intéressait à ce qui se passe dans la société et dans le monde. La JEC était un vrai creuset pour l'engagement dans la cité, même si cela ne conduisait pas forcément à un engagement dans la politique partisane. » À 18 ans, il en devient le secrétaire départemental. Peu après, il entre au secrétariat national du mouvement et se lance dans des études d'histoire-géographie. C'est aussi à cette époque qu'il se passionne pour les écrits de Charles Péguy. « Ce compagnonnage me mettait à distance de la politique politicienne. Il y a chez lui des textes très antiparlementaristes. Il voyait les députés comme carriéristes, clientélistes et populistes et avait des petites phrases assassines comme : "La mystique républicaine, c'est qu'on mourrait pour la République, la politique républicaine, c'est à présent qu'on en vit."

Alors, je n'aimais pas les machines politiques, avec leurs vérités révélées et la langue de bois. »

À la sortie de la faculté, il intègre une chambre d'agriculture. Parallèlement, il s'intéresse à la vie politique de sa ville, Laon. « Avec des amis, on a créé un groupe d'action municipale et on a examiné en détail le budget de la ville. » Première rencontre avec les finances publiques. Il se met à lire chaque année les rapports de la Cour des comptes. Il les a tous archivés depuis 1965. Sa femme raconte qu'il lisait la dernière publication de la rue Cambon pendant leur voyage de noces !

René Dosière songe de plus en plus à se lancer dans la politique. Son cœur penche à gauche. « Intellectuellement, je ne pouvais pas adhérer au Parti communiste. » Il se sent attiré par le Parti socialiste unifié (PSU) – proche de l'aile gauche du Parti socialiste –, dont le premier secrétaire est Michel Rocard. « Le PS avait pour moi une tare : son comportement pendant la guerre d'Algérie. » Finalement, en 1977, il saute le pas et décide de prendre sa carte au PS,

que Michel Rocard a rejoint entre-temps. Mais il gardera toujours une méfiance et une distance vis-à-vis de l'appareil du parti.

De 1981 à 1983, il préside la région Picardie. Puis il devient maire de Laon et le restera jusqu'en 1989. «*Je pensais arrêter la politique, car je ne travaillais plus depuis 1981. Cela peut paraître incroyable, mais je n'avais plus de Sécurité sociale! Nous avions juste des indemnités qui couvraient les frais, sans salaire. C'était le règne des emplois fictifs et des rémunérations occultes, je n'ai pas voulu entrer là-dedans.*»

Quand le PS lui propose de se présenter à la députation, il accepte. «*Je ne m'en cache pas, à l'époque, l'opportunité d'être député m'offrait un statut pour continuer la politique et avoir un revenu pour faire vivre ma famille.*» Élu, il sera l'artisan d'une proposition de loi sur les conditions d'exercice des mandats locaux. «*C'était vraiment n'importe quoi. Avec la décentralisation, les présidents des conseils généraux préparaient les budgets. Il y avait une grande inégalité: les indemnités des élus ont explosé dans certains départements comme le Nord-Pas-de-Calais ou les Hauts-de-Seine, tandis qu'en Corrèze, par exemple, ils n'avaient pratiquement rien.*

Et les indemnités n'étaient soumises ni aux cotisations sociales, ni à l'impôt.» C'est là qu'il expérimente sa stratégie pour avoir accès à l'information: poser des questions écrites au gouvernement. Le sujet est sensible. Les élus locaux grognent. «*Débrouillez-vous!*» lui fait dire Michel Charasse, le ministre du Budget. «*C'était technique, mais j'ai travaillé avec un administrateur de l'Assemblée nationale compétent, et j'ai réussi à déposer des amendements [Ndlr: instituant la fiscalisation des indemnités versées aux élus] le 22 décembre 1992, le dernier jour de*

l'année fiscale 1992.» Ce qui ne lui vaut pas que des amis. Battu aux élections législatives de 1993, il est élu conseiller général un mois après avec 60% des voix, à sa grande surprise. «*Un de mes collègues m'a interpellé en disant: "On salue l'arrivée du député Dosière. Il n'a pas fait que des choses intéressantes..."*» Devoir payer des impôts est resté en travers de la gorge de beaucoup d'élus locaux.

En marge de son travail d'élu, il donne des cours de finances publiques à l'université de Reims. Il rejoint aussi une société de conseil à l'international. La dissolution provoquée par Jacques Chirac en 1997 le surprend alors qu'il est en mission dans la république russe de Carélie. «*Je suis rentré très rapidement pour faire campagne, et j'ai fait mon meilleur score, 60%.*»

Il retrouve donc les bancs de l'Assemblée nationale. Cette fois, il ne la quittera plus jusqu'à ce qu'il décide de ne pas se représenter, lors des dernières législatives. C'est lui que le PS choisit lors du débat sur le Pacs pour répondre à Christine Boutin. Il lui lance: «*Vos convictions religieuses ne sont pas partagées par la majorité des catholiques. Les homosexuels n'ont pas besoin de votre charité, Madame, ils veulent la justice.*»

René Dosière se fait surtout remarquer en s'attaquant à la gestion opaque de l'Élysée. «*Cent millions, ce n'est pas en soi un budget énorme, explique-t-il, mais le symbole est fort car c'est le budget du président de la République. J'ai découvert qu'aucune règle financière n'encadrait l'utilisation de ces fonds.*» À coups de questions écrites au gouvernement, René Dosière mène une véritable enquête policière. Il en fera un premier livre, *L'Argent caché de l'Élysée*, en 2007. En 2008, Nicolas Sarkozy décide de faire contrôler le budget de l'Élysée par la Cour des

Ouvrages

Argent, morale, politique, Seuil, Paris, 2017.

Le Métier d'élu local, Seuil, Paris, 2014.

L'État au régime, Seuil, Paris, 2013.

L'Argent de l'État, Seuil, Paris, 2013.

L'Argent caché de l'Élysée, Seuil, Paris, 2007.

«Je ne me suis jamais considéré comme un juge des comportements individuels. J'ai toujours cherché à améliorer le système.»

René Dosière

comptes. *«Je lui ai logiquement apporté mon soutien, raconte l'ancien député socialiste. Évidemment, ça a fait grincer des dents dans mon camp.»*

Aux élections de 2007, le PS refuse de lui donner l'investiture. Élu haut la main, il est exclu du parti pour s'être présenté contre le candidat officiel. *«À la rentrée parlementaire, se souvient René Dosière, Hollande, alors premier secrétaire, me prend par le bras et me dit: "On oublie tout, on travaille ensemble." Et j'ai siégé comme apparenté socialiste.»*

La même année, il lance son rapport annuel sur les crédits de la présidence de la République. *«Ça m'a donné beaucoup de notoriété, reconnaît le député. J'ai continué à enquêter sur l'argent des élus locaux et des cabinets ministériels. Là, c'était encore plus sensible, car ça concernait beaucoup, beaucoup de monde.»*

Nouveau couac en 2012 entre le PS et cet homme qui dérange décidément trop de monde. *«Pour m'humilier, la fédération socialiste de l'Aisne m'a donné l'investiture mais m'obligeait à prendre comme suppléant celui qui s'était présenté contre moi à l'élection précédente, Fawaz Karimet. J'ai refusé et me suis présenté sans étiquette. Mais, ce que je n'avais pas prévu, c'est la tempête médiatique que provoquerait ce clash.»* Stupéfait, il découvre que *Le Monde* a fait son édito sur sa situation. Sur RTL, c'est Serge July, le fondateur

de *Libération*, qui fait une chronique sur le thème « Qui a peur de René Dosière ? » Et c'est lui qui arrive devant Fawaz Karimet au premier tour, obligeant le PS à lui transférer son investiture pour le second tour. Jusqu'au bout, ses relations avec l'appareil du parti auront été tendues.

René Dosière sait qu'il a été diversement apprécié par ses collègues. *«Certains me remerciaient de ce travail qui renforçait la confiance entre les Français et leurs représentants, d'autres me critiquaient en avançant que je contribuais à discréditer les politiques, donc que j'encourageais le populisme. Et j'avais des partisans et des adversaires dans tous les partis politiques.»* Le député s'était fait une règle: ne jamais mettre en cause un individu. *«Je ne me suis jamais considéré comme un juge des comportements individuels. J'ai toujours cherché à améliorer le système.»*

Aujourd'hui, à 76 ans, René Dosière n'envisage pas de prendre sa retraite. Il lancera en avril un *think-tank* sur la transparence de la vie publique et la déontologie, avec des universitaires. *«Nous réaliserons un travail de recherche. Nous souhaitons aussi faire des recommandations.»* Et il continue de porter un regard affûté sur les projets de moralisation de la vie politique. De la dernière loi, il dit: *«Il a y a eu des avancées, mais c'est loin d'être parfait.»* Ça tombe bien, il a quelques idées à leur soumettre... ●